

## Zoom sur ...

[... sur le dernier rapport de la Banque mondiale sur les perspectives économiques mondiales](#)

La Banque mondiale a revu à la baisse ses prévisions de croissance dans le monde pour 2019 et 2020, en raison notamment d'un ralentissement plus marqué que prévu dans les économies avancées. L'institution table désormais sur un taux de croissance de **2,6% en 2019 (-0,3 point par rapport aux prévisions initiales) et de 2,7% en 2020 (-0,1)**.

- ❖ **L'économie en ASS devrait croître à un rythme moins soutenu que prévu en 2019 et jusqu'en 2021**

La croissance a été décevante en Afrique subsaharienne depuis le début de l'année, l'affaiblissement de la demande extérieure et l'incertitude politique élevée pesant sur les activités du continent. **Elle devrait atteindre 2,9 % cette année et 3,3 % en 2020** – tirée entre autre par la hausse de la production pétrolière dans les grandes économies exportatrices – contre des prévisions initiales de 3,4 et 3,6%.

En excluant les trois poids lourds du continent - Angola, Nigéria et Afrique du Sud, les prévisions de croissance se situent à 4,9% et 5,0% en 2020 et 2021, subissant des réajustements respectifs de **-0,5 et -0,4 point**. **Cette croissance demeure insuffisante pour éradiquer la pauvreté et reste exposée à des risques multiples qui pèsent sur ses perspectives** : une demande extérieure plus faible que prévue, de nouvelles tensions sur les marchés financiers mondiaux, des dérapages budgétaires, des incertitudes politiques, des conflits armés ou encore des conditions météorologiques défavorables.

- ❖ **Malgré des points de vigilance, les perspectives de l'Afrique de l'Ouest sont positives**

Dans ce contexte, la croissance attendue en 2019 dans les pays d'Afrique de l'Ouest – **plus de 6% en UEMOA** – demeure encourageante. A l'inverse des autres régions du continent, **les prévisions de la**

Banque mondiale ont même été revues légèrement à la hausse pour la sous-région (+0,1 à +0,2 points). En Côte d'Ivoire et au Burkina, les bonnes récoltes ont par exemple dopé les exportations agricoles et la consommation. De manière générale, le dynamisme de l'activité économique dans la sous-région sera porté par les dépenses publiques dans les infrastructures et les investissements privés, en particulier dans les secteurs extractifs (pétrolier et minier).

Le rapport souligne le **creusement des déficits de la balance courante dans la plupart des pays de la région**, résultant en partie de la faiblesse des exportations (Guinée, Gambie) et de l'accroissement des importations de biens d'équipement liées aux grands projets d'investissement (Côte d'Ivoire, Niger). **Les vulnérabilités liées à la gestion de la dette publique sont également préoccupantes** : l'augmentation du poids des intérêts reflète le déplacement de la composition de la dette vers des **financements non concessionnels plus onéreux**.

PIB réel (%)	2016	2017	2018e	2019e	2020e	2021p
<b>Monde</b>	2,6	3,1	3,0	2,6	2,7	2,8
<b>Afrique subsaharienne</b>	1,3	2,6	2,5	2,9	3,3	3,5
<b>Bénin</b>	4,0	5,8	6,5	6,5	6,5	6,5
<b>Burkina Faso</b>	5,9	6,3	6,8	6,0	6,0	6,0
<b>Cap-Vert</b>	4,7	4,0	4,5	4,4	4,6	4,7
<b>Côte d'Ivoire</b>	8,0	7,7	7,4	7,4	7,3	7,3
<b>Gambie</b>	0,4	4,6	6,6	5,4	5,2	5,0
<b>Guinée</b>	10,5	10,6	5,8	5,9	6,0	6,0
<b>Guinée-Bissau</b>	6,3	5,9	3,8	4,3	4,8	5,5
<b>Mauritanie</b>	5,8	5,3	4,9	5,0	4,9	4,8
<b>Mali</b>	2,0	3,0	3,6	6,7	5,8	6,0
<b>Niger</b>	4,9	4,9	5,2	6,5	6,0	5,6
<b>Sénégal</b>	6,2	7,2	6,8	6,8	7,0	7,0
<b>Togo</b>	5,2	4,3	4,9	5,0	5,2	5,1

Source: Banque mondiale. \* e = estimation; p = prévision.

### **Entrée en vigueur de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) le 30 mai 2019**

La ZLECAf est entrée en vigueur le 30 mai 2019, soit un mois après le dépôt de la 22<sup>ème</sup> ratification auprès de la Commission de l'Union africaine. Cette ratification, effectuée par la République sahraouie, avait alors permis d'atteindre le seuil minimal de ratifications requis par l'article 23 de l'accord pour déclencher l'entrée en vigueur de la ZLECAf. Le lancement de la phase opérationnelle et notamment les instruments techniques pour contrôler la zone, ainsi que le choix de l'emplacement du Secrétariat auront lieu lors du sommet extraordinaire de l'UA à Niamey le 7 juillet 2019. Alors que le commerce intra-africain ne représente que 15 % des échanges des pays africains, la ZLECAf vise la réduction des tarifs douaniers pour 90 % des produits et la mise en place d'un marché libéralisé des services entre les 55 États membres de l'UA. À date, 52 États sont signataires de l'accord et 24 États l'ont ratifié.

### **Le 14<sup>ème</sup> Sommet ordinaire de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) organisé en présence de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement ouest-africains**

L'Organisation de la coopération islamique (OCI), dont tous les pays de l'UEMOA sont membres, organisait le 30 mai dernier son 14<sup>ème</sup> Sommet ordinaire à la Mecque autour du thème "Main dans la main vers l'avenir". Plusieurs chefs d'Etats et de gouvernement ouest-africains étaient présents, dont les présidents sénégalais, malien, gambien, burkinabè et nigérien, ainsi que le Premier ministre ivoirien. Si les sujets sécuritaires ont largement dominés les débats, cette rencontre a aussi été l'occasion d'évoquer le renforcement des actions de la Banque islamique de développement (BID) en Afrique de l'Ouest. Le Premier ministre ivoirien a ainsi annoncé le lancement des travaux de l'université d'Odienné, sous financement de la BID, pour 2020. Le Niger a fait la demande d'accueillir la Conférence des ministres des Affaires étrangères de l'OCI l'année prochaine. Pour rappel, l'OCI est une institution multilatérale de 57 États membres engagée dans la promotion de la coopération économique, sociale, culturelle et scientifique au sein du monde islamique. La BID est son organisme financier affilié. Les financements de la banque s'élèvent par exemple à 1 Md EUR en Côte d'Ivoire en 2019.

### **L'AFD signe une convention de subvention de 3 M EUR en appui à la stratégie régionale d'inclusion financière de la BCEAO**

L'Agence Française de Développement et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ont signé une convention de subvention de 3 M EUR destinée à soutenir la BCEAO dans la mise en œuvre de sa Stratégie d'inclusion financière au sein de l'UEMOA. L'enveloppe totale du projet est de 3,6 M EUR, le reliquat étant financé par la BCEAO elle-même. La stratégie définie par la BCEAO, qui bénéficie également du soutien financier de la Coopération Suisse, a pour objectif d'assurer l'accès et l'utilisation d'une gamme diversifiée de produits et services financiers adaptés et à coûts abordables à 75 % de la population adulte de l'UEMOA d'ici 5 ans. Pour mémoire, le taux de bancarisation strict, qui mesure le pourcentage de la population adulte détenant un compte dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne et le Trésor, était en moyenne de 16,9% dans la zone UEMOA en 2017. Quant au taux global d'utilisation des services financiers ou taux d'inclusion financière, qui intègre le mobile money et les titulaires de comptes auprès des microfinances, il était estimé à une moyenne de 55% en 2017 contre 16,6% dix ans plus tôt.

### **La French-African Foundation dévoile la liste de ces 30 lauréats de l'année 2019**

[Seize femmes et quatorze hommes, parmi les 2000 qui avaient postulé, ont été sélectionnés et représenteront la promotion 2019 des jeunes leaders franco-africains de la French-African Foundation.](#) Ils bénéficieront d'une semaine à Paris et au Ghana où ils rencontreront des dirigeants des secteurs public et privé, ainsi que de possibilités de mentorat, de formation et de réseautage pendant une année. La Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie et le Cap-Vert, mais aussi de nombreux pays anglophones, sont représentés parmi les 30 lauréats. La French-African Foundation, pensée sur le modèle de son homologue américaine la French-American Foundation, est financée par des entreprises et a obtenu le haut patronage des présidents français et ghanéen, Emmanuel Macron et Nana Akufo-Addo, pour cette année 2019. Son objectif est de « construire des ponts » entre les deux rives afin d'« écrire autrement l'avenir des relations entre la France et l'Afrique ». L'Agence Française de développement est partenaire du programme.

## BURKINA FASO

---

### **Les services du FMI concluent leur mission de revue de programme et de consultation 2019 au titre de l'article IV**

Une mission du FMI a séjourné à Ouagadougou du 16 au 29 mai 2019 pour mener des discussions relatives à la 2<sup>ème</sup> revue du programme économique et financier du Burkina Faso au titre de la Facilité Élargie du Crédit (FEC). En résumé, la situation sécuritaire et sociale demeure difficile, avec un accroissement des incidents sécuritaires et une poursuite des revendications salariales des agents de la fonction publique ; la croissance du PIB s'est élevée à 6,8% en 2018, soutenue par un rebondissement du secteur agricole et par la résilience des autres secteurs ; l'inflation moyenne s'est établie à 2% ; le déficit du compte courant s'est resserré à 5,8% du PIB, reflétant une forte hausse des exportations de l'or et de produits agricoles, mais est projeté à 6,1% en 2019, en raison du recul des exportations de coton suite à la mauvaise campagne de production 2018/2019 ; le déficit budgétaire s'est amélioré à 4,9% du PIB, reflétant essentiellement une diminution des dépenses d'investissement public. Enfin, la croissance du PIB est projetée à 6% en 2019, compte tenu d'une normalisation de la croissance du secteur agricole. Toutes ces prévisions restent néanmoins conditionnées par une accalmie sur les fronts sécuritaires et sociaux. L'examen du dossier par le Conseil d'administration du FMI est prévu en juillet 2019.

### **Premier anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques avec la Chine**

L'Ambassade de la République populaire de Chine au Burkina Faso a célébré, le 26 mai dernier, le premier anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Selon les autorités burkinabè et chinoises, les échanges entre la Chine et le Burkina auraient atteint 318 M USD (282 M EUR) en 2018. Les exportations de produits burkinabè vers le marché chinois auraient atteint 100 M USD (89 M EUR), en hausse de 365%, tandis que les exportations chinoises vers le Burkina s'élèveraient à 218 M USD (194 M EUR), sachant que la France a exporté 270 M EUR vers le Burkina en 2018. A noter que les produits burkinabè destinés au marché chinois sont exonérés à 97% des droits de douanes. L'ambassadeur de Chine au Burkina Faso a annoncé le démarrage d'un projet de construction de 100 complexes scolaires et, sur le plan agricole et de la sécurité alimentaire, une délégation d'experts chinois envisagerait de tripler le rendement à l'hectare du mil, à travers l'amélioration des variétés.

### **Le Burkina Faso va créer une banque dédiée à l'agrobusiness**

Le Burkina Faso ambitionne de créer une banque d'agrobusiness. Pour son opérationnalisation, le pays serait à la recherche de partenaires et le processus serait très avancé. Le 29 mai 2019, le gouvernement a autorisé la ratification d'un accord de prêt entre le Burkina Faso et le Fonds africain de développement d'un montant de 5,99 Mds FCFA (9 M EUR). Ce financement représente 98% du budget. Les 2% restants seront supportés par les fonds propres de l'Etat. La banque aurait deux composantes, dont un appui à l'amélioration de l'accès au financement agricole et un appui à la sécurisation de l'écosystème agricole.

## CAP-VERT

---

### **Hausse du tourisme au premier trimestre 2019**

Au premier trimestre 2019, le nombre d'hôtes et de nuitées dans les hôtels du pays a progressé, respectivement de 8,5% (233 721 clients) et de 4,5%, par rapport à la même période en 2018. Le Royaume-Uni a été le principal pays d'origine des touristes (22,4% des entrées totales) et ses touristes sont ceux qui sont restés le plus longtemps au Cap-Vert, avec un séjour moyen de 7,5 nuits. Viennent ensuite la France (13,3%), les Pays-Bas (12,6%) et l'Allemagne (11,5%). L'île de Sal est la destination préférée des touristes : 45,3% des touristes sont restés à Sal, 29% à Boa Vista et 10,6% à Santiago.

### **Les énergies renouvelables pourraient atteindre 50% de la production totale d'énergie d'ici 2030**

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Energie a annoncé que la production d'énergie renouvelable (solaire et éolienne) a augmenté pour atteindre 20% de l'énergie produite en 2018 (18% éolienne et 2% solaire). D'ici 2030, elle pourrait atteindre 50% de la production totale d'énergie du pays. Selon le ministre, une enveloppe de 400 M EUR est prévue pour installer des systèmes de

production d'énergies renouvelables et des services d'appui. A cet égard, il a annoncé qu'une nouvelle station photovoltaïque sera bientôt installée sur l'île de Santiago.

## COTE D'IVOIRE

---

### **Premier gros navire au canal de Vridi**

[Après son approfondissement et élargissement par la China Harbour Engineering Company en fin février 2019, le canal de Vridi a accueilli son premier gros navire le 31 mai dernier.](#) Il s'agit du porte-conteneur MSC DYMPHNA, long de 275 mètres, large de 40 mètres et possédant une capacité de 5711 conteneurs. Le canal de Vridi, porte d'entrée des navires dans le port d'Abidjan depuis 1950, permet désormais d'accueillir des navires d'une capacité de 10 000 conteneurs, contre seulement 3 500 avant ces aménagements. D'autres travaux sont prévus, tels que la construction d'un second terminal à conteneurs (attribuée à Bolloré et à livrer en 2020), d'un terminal routier pour les véhicules, d'un terminal céréalier et la modernisation des terminaux fruitier et minéralier. Le coût global de tous ces aménagements s'élève à plus de 1 000 Mds CFA (1,5 Mds EUR), financés à 85% par l'Etat via un emprunt auprès de la China Exim Bank et les 15% restants sont financés par le privé. Pour rappel, le port autonome d'Abidjan reste le leader régional en termes de trafic (24 millions de tonnes en 2018), représente plus des ¾ des recettes douanières et 90% des échanges extérieurs du pays.

### **Développement d'un service de télémédecine par ITN-T Corporation**

La société américaine Internet on Television (ITN-T) Corporation va déployer des services de télémédecine en Côte d'Ivoire. Ce contrat a été émis par la Fédération nationale des sociétés coopératives de vivriers en Côte d'Ivoire (Fenascovici) afin de mettre en place des points de service santé au cœur des plantations avec des stations de téléconsultation. Plus de 1 500 points de services devraient être installés avec 160 médecins à distance dans les 3 prochaines années. Le groupe Visiomed (France) fournira les services technologiques, notamment le VisioCheck, dans les différents points de service.

### **Arrivée du groupe marocain Ménara Holding en Côte d'Ivoire**

Le groupe marocain Ménara Holding, aux activités diverses (BTP, Immobilier, Energie, Automobile etc.) va ouvrir deux filiales dans le pays. Ces structures seront spécialisées dans la production de préfabriquées en béton et dans la production de granulats destinés au marché du BTP. Le groupe entame ainsi son développement planifié en Afrique subsaharienne.

### **Maintien du prix du carburant pour le mois de juin**

La direction générale des hydrocarbures de Côte d'Ivoire a annoncé que le prix du carburant restera inchangé sur la période allant du 1<sup>er</sup> au 30 juin. A la pompe, le prix du super sans plomb sera de 630 FCFA (0,96 EUR) le litre et celui du gasoil à 615 FCFA (0,94 EUR). La direction des hydrocarbures rappelle que tout contrevenant s'expose aux sanctions en vigueur.

### **Recherche de financement pour le développement de la production laitière**

[Dans le cadre du Partenariat public-privé, le ministère des Ressources Animales et Halieutiques recherche des financements pour la réalisation du complexe agro-industriel laitier de Toumodi \(centre\).](#) Dans le but d'atteindre l'autosuffisance en protéines animales et en produits laitiers, ce projet de 38 Mds FCFA (58 M EUR) permettrait de produire 15 000 tonnes de lait d'ici 2022, (23 000 tonnes au maximum de sa production). De plus, ce complexe agro-industriel générera 200 emplois directs et 600 indirects. Pour rappel, la Côte d'Ivoire, en 2016, avait produit 32 458 tonnes de lait, ce qui représentait seulement 14,6% de sa consommation nationale.

### **Financements européens pour le développement de la filière sucre**

[Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé le 31 mai un appui budgétaire de l'Union Européenne de 29 M EUR en faveur de la société Sucaf-CI.](#) Ce financement fait partie du grand programme de coopération entre l'Europe et la Côte d'Ivoire pour la relance de la filière canne à sucre. Ces financements seront utilisés pour l'appui à la canne villageoise, avec l'extension des parcelles, la construction de pistes, la dotation d'équipements, la réalisation d'infrastructures

sociales et l'assainissement. Pour rappel la Sucaf-CI avait produit 100 000 tonnes de sucres en 2018/2019 et vise à augmenter cette production de 25 000 tonnes d'ici 2023.

## GAMBIE

---

### **L'opérateur de téléphonie mobile Gamcel appelle à un renflouement, sous peine de mettre un terme à ses opérations**

La Directrice générale de l'opérateur a comparu devant la Commission des entreprises publiques de l'Assemblée nationale en présentant son rapport d'activité et ses états financiers 2017. Elle a déclaré que la compagnie Gamcel était déjà limitée dans la couverture de son réseau et que toute perte supplémentaire de couverture pourrait nécessiter l'arrêt de ses activités en tant que fournisseur de services. L'opérateur doit également réaliser des investissements en capital pour étendre et moderniser son infrastructure. Gamcel demande un renflouement via une injection de capitaux de la part du gouvernement ou un financement concessionnel.

## GUINEE

---

### **La Banque africaine de développement (BAfD) accorde un don de 2 M USD pour l'étude de faisabilité de la construction d'un port en eau profonde**

La BAfD et le ministère du Plan et du Développement ont signé, le 30 mai 2019, un accord de don portant sur l'étude de faisabilité du projet de construction d'un port en eau profonde polyvalent dans le nord-ouest du pays pour un montant de 2 M USD. Ce don provient du fonds spécial de mécanisme de financement de la préparation des projets d'infrastructures du NEPAD (FPPI-NEPAD) et permet de renforcer le portefeuille actif de la banque en Guinée pour un total d'engagement d'environ 363 M USD. Selon le responsable pays de la BAfD en Guinée, la réalisation de ce projet permettrait d'améliorer nettement la compétitivité de la Guinée dans le secteur de la bauxite et de réduire le coût d'exportation de l'ensemble des produits miniers.

### **Vers la relance du projet de mine de fer de l'ex Forécariah Guinea Mining**

Sur appel d'offres du ministère des Mines et de la Géologie, la société indienne Ashapura Guinea Ressources a été sélectionnée pour reprendre la mine de fer de Forécariah dont l'exploitation a été arrêtée depuis le 28 octobre 2014. La cérémonie de signature a eu lieu le 5 juin 2019 au ministère des Mines et de la Géologie. Le repreneur procédera à la réhabilitation du port de Konta afin de permettre l'exploitation du minerai de fer dans un délai de 4 mois. Ce port, une fois réhabilité, aura une capacité de 3 à 10 millions de tonnes par an. Le projet nécessitera un investissement de 250 M USD (dont 5 M USD pour la première phase de réhabilitation) créera 3 000 emplois directs et ouvrira un nouveau corridor en dehors de celui de Boké.

## MALI

---

### **Signature d'un accord de 29 M EUR avec la Banque islamique de développement (BID) pour soutenir les enfants non-scolarisés**

Le Conseil des ministres a adopté le 5 juin dernier des projets de texte relatifs à la ratification de l'accord de prêt, signé à Marrakech (Maroc) le 06 avril 2019, entre le Mali et la BID relatif au financement du programme pour l'éducation des enfants non scolarisés. A travers cette initiative, la BID accorde au gouvernement malien un prêt d'un montant de 29 M EUR. Ce programme vise à scolariser 596 597 enfants déscolarisés sur la période 2018-2021. Le programme couvrira toutes les académies d'enseignement et les bénéficiaires directs sont les enfants de 7 à 12 (dont au moins 50% de filles).

### **La Banque mondiale (BM) accorde un financement de 60 M USD (53,2 M EUR) en faveur de la couverture maladie universelle**

Le Premier ministre et la Directrice des opérations de la BM pour le Mali ont procédé à la signature de l'accord de financement d'un montant de 60 M USD (53,2 M EUR) en faveur du Projet « accélérer les progrès vers la couverture sanitaire universelle au Mali » le 31 mai dernier, dont 50 M USD (44,3 M EUR) de don IDA et 10 M USD (8,8 M EUR) de Don du « Global Financing Facility (GFF) ». A travers cette initiative, la BM entend renforcer ses interventions dans le domaine de la santé au Mali. Pour rappel, ce programme vient en complément du projet de lutte contre la malaria et les

maladies tropicales négligées, du projet régional de renforcement des systèmes de surveillance des maladies et du projet d'automatisation des femmes et dividende

## MAURITANIE

---

### **Approbation par le gouvernement de la nouvelle loi de finances rectificative pour l'année 2019.**

Le nouveau texte prend en compte de nouvelles activités qui n'étaient pas budgétisées dans la loi de finances initiale. Ces activités, d'un coût global de 1,49 Mds MRU (36,6 M EUR), sont relatives à la construction des structures scolaires et d'un réseau routier à Nouakchott, ainsi qu'aux préparatifs de la commémoration du 59<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance.

## NIGER

---

### **Visite du président du Niger en Chine : plusieurs accords de coopération signés**

Entamée le 26 mai 2019, la visite de travail en Chine du président nigérien Issoufou Mahamadou a donné lieu à la signature de plusieurs accords de coopération. En particulier, ont été signés : i) des mémorandums d'entente entre les deux gouvernements pour la promotion conjointe de la route de la soie ; ii) un accord sur la mise en œuvre des actions économiques et commerciales dans le cadre des huit initiatives majeures annoncées lors du sommet du Forum de coopération Afrique-Chine (FOCAC) tenu en septembre 2018 à Beijing ; iii) un accord pour la réhabilitation de la route Tahoua-Tamaya et iv) un accord-cadre sur le prêt préférentiel signé dans le cadre de la coopération économique et technique de la Chine avec le Niger. Le président du Niger a également sollicité l'appui de son partenaire chinois pour l'accélération de la construction du pipeline en vue de l'exportation du pétrole brut.

## SENEGAL

---

### **Le secteur secondaire enregistre une croissance de 11,3% au mois de mars**

D'après une note sur l'évolution économique de la Direction de la prévision et des études économiques, le secteur secondaire au Sénégal a enregistré une croissance de 11,3% au mois de mars 2019. L'institution précise que cette reprise intervient après une baisse observée durant les deux précédents mois, de 4,7% en janvier 2019 et 10% en février. Cette reprise dans le secteur secondaire est portée par diverses activités : un regain de plus de 18,6% dans le sous-secteur de la fabrication de produits agroalimentaires, de 44,2% dans la sous-branche filature, tissage et ennoblissement textile, de 12,8% dans la construction et de 8,3% dans les activités extractives. Cette hausse contraste avec la baisse d'activité dans les sous-secteurs du travail du cuir et la fabrication d'articles de voyage et de chaussures (-57,7%), le sciage et rabotage de bois (-23,6%), les industries chimiques (-27,5%) et la fabrication de produits pharmaceutiques (-44,7%).

### **Retour du Sénégal sur le marché régional des titres après deux ans d'absence**

Le Trésor public sénégalais est revenu sur le marché de l'UEMOA ; marché sur lequel il était absent depuis 2017, avec l'objectif affiché de lever 50 Mds FCFA (76 M EUR) d'OAT (Obligation assimilable du Trésor). Le montant global émis atteint 55 Mds FCFA (84 M EUR), avec un taux de couverture de 258%. Les obligations ont la valeur unitaire de 10 000 FCFA, une maturité de 3, 5 et 7 ans et affichaient des coupons à 5,85%, 6% et 6,15%. L'Etat du Sénégal a retenu des maturités de 5 et 7 ans, avec des taux moyens respectivement de 6% et 6,33%. Les ressources de cette émission seront affectées à la couverture des besoins de financement du budget de l'État sénégalais. Les investisseurs proviennent majoritairement du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Bénin.

## TOGO

---

### **Adoption du projet de loi de réforme du code des investissements en conseil des ministres**

Le projet de loi de réforme du code des investissements a été adopté le 29 mai dernier en Conseil des ministres et sera bientôt soumis à l'Assemblée. Cette réforme, qui révisera le code datant de 2012, a pour axes directeurs (i) la simplification des procédures d'obtention des allègements fiscaux et (ii) la rationalisation des exonérations en vue de trouver un meilleur équilibre entre les nécessaires incitations à investir pour créer de la valeur ajoutée et de l'emploi et la nécessaire amélioration des recettes fiscales. Une des principales innovations porte sur le recours à des incitations proportionnelles

à l'importance des investissements, soit en termes de montant investi soit en termes d'emplois créés. Sont également prévues des incitations fiscales selon la zone d'implantation des entreprises et le statut du siège de l'investisseur (exemptions plus importantes en cas d'implantation d'une holding régionale et/ou d'un centre opérationnel...).

### **L'Etat transfert ses participations dans trois entreprises du secteur des hydrocarbures à la société Togo Invest**

Le Conseil des ministres a décrété le transfert des participations de l'Etat dans trois entreprises, Complexe pétrolier de Lomé (COMPEL), Société togolaise de stockage de Lomé (STSL) et Togo Oil Company, à la holding publique Togo Invest. Avec ces cessions, le fonds souverain Togo Invest, qui est chargé de conduire le développement et la mise en œuvre d'investissements stratégiques, possède désormais 100% de COMPEL, 79,3% de T-OIL et 40% de STSL. Les dividendes obtenus via ces trois firmes permettront de consolider le poids financier de Togo Invest pour de plus importantes prises de participation publiques dans de futurs actifs stratégiques du pays, notamment ceux en lien avec le développement du corridor logistique Sud-Nord (Lomé-Cinkassé).

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
Population (M hab.) 2018	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	18,5	4,5	19,3	16,3	8,0	120,4	992,6
<b>Macroéconomie</b>														
PIB (Mds USD) 2018	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	17,2	5,2	9,2	24	5,4	140,3	1 642,7
PIB / Hab (USD) 2018	915	729	3 563	1 680	745	883	840	927	1 143	477	1 474	670	1 060	1 658
Croissance PIB réel (%) 2018	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	4,9	3	5,2	6,2	4,7	6,3	3
Inflation (%) 2018	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	1,7	3	3	0,5	0,7	1,4	8,5
<b>Finances Publiques</b>														
Déficit public (%PIB) 2018	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,1	-3,8	-3,7
Dettes publiques (%PIB) 2018	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	36,6	83,9	55,1	64,4	74,6	52,5	48,5
Pression fiscale (%PIB) 2017	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
Risque Pays <sup>1</sup>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
<b>Echanges</b>														
Balance commerciale 2018 (%PIB)	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
Exportations françaises vers <sup>2</sup> (MUSD)	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
Importations françaises depuis (MUSD) <sup>2</sup>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
Balance courante (%PIB) 2018	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-7,9	-6,8	-2,6
Réserves de change (mois d'import) 2018	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
<b>Aspects qualitatifs</b>														
IDH (2018) <sup>3</sup>	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
Doing Business (2019) <sup>4</sup>	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
Environnement des affaires <sup>5</sup>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

<sup>1</sup> Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

<sup>2</sup> Trade Map-2017

<sup>3</sup> PNUD - Classement sur 188 pays

<sup>4</sup> Banque mondiale - Classement sur 190 pays

<sup>5</sup> Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Équité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque